



Déclaration CDEN

Mardi 5 juillet 2022

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Vice-président du Conseil Départemental,
Monsieur le Directeur académique,
Mesdames, messieurs,

L'année scolaire 2021-2022 se termine dans un contexte politique très particulier, pas simple à gérer par les personnels d'éducation que nous sommes : une longue séquence électorale qui débouche sur une abstention jamais égalée, portant un coup sévère à notre démocratie représentative, une poussée continue des forces politiques d'extrême droite aux antipodes des valeurs que nous portons en FSU et une incertitude majeure dans le fonctionnement de notre vie politique. Si le départ de J-M Blanquer a été accueilli avec le plus grand soulagement dans notre profession, force est de constater que les tâches à accomplir sont énormes pour remettre sur pied notre service public d'Éducation Nationale.

Après les 5 années traversées c'est en effet le fonctionnement du service public d'éducation qui se trouve mis à mal au même titre que le service hospitalier des urgences. Notre système est en crise, il fissure à de nombreux endroits.

Une crise majeure des recrutements. A la rentrée 2022 il manquera un nombre important de professeurs pour assurer les enseignements. La crise de recrutement que nous annonçons depuis plusieurs années est devant nos yeux et d'une ampleur encore plus grande que prévue. Le recrutement massif et à la hâte, via Pôle Emploi, Le Bon Coin ou des Job dating, de personnels précaires, non formés et mal considérés ne permettra pas d'assurer un service d'enseignement dans la sérénité.

Des difficultés croissantes à organiser des épreuves d'examen. Le Bac Blanquer a fait à de nombreuses reprises l'actualité : désorganisation de la fin d'année scolaire, inégalité entre les sujets des épreuves, harmonisation qui a consisté à remonter massivement les notes des élèves, des sujets de Grand Oral bâclés, des examinateurs non convoqués au bon endroit, etc. Cette année les épreuves du DNB ont connu des fuites et les élèves des sections bilingues occitan ont passé leur épreuve sur le sujet qui avait fuité contrairement aux autres élèves qui travaillent sur le sujet de secours car l'institution n'a pas su trouvé de traducteurs du sujet dans la langue régionale.

Une école inclusive dans le mépris des élèves et des personnels. L'école inclusive, chance historique pour la démocratisation de l'accès à des niveaux ambitieux pour nos élèves devient, faute de moyens à la hauteur des besoins de nos élèves en AESH, une machine à gaz qui fait des économies sur le dos des élèves et des personnels. Le manque

de place en établissements médico-social, le manque de places en ULIS et le manque de formation des personnels sont autant d'obstacles à la réussite de l'inclusion. Cette fin d'année est même marquée par un nombre plus important de non renouvellement de contrat d'AESH dans le département. Comment attirer des personnels pour exercer ses missions essentielles ? Comment l'État employeur peut-il malmener une catégorie de personnels déjà fortement précarisées ? Nous demandons que toutes les situations soient revues au plus vite.

Dans l'Hérault, les écoles et les collèges, nous attendons toujours un plan massif d'investissement dans le bâti scolaire, le recrutement de personnels, l'effectivité des missions de remplacement, le traitement de la difficulté scolaire, la rémunération des tâches effectuées par les personnels.

Une gestion méprisante, opaque et arbitraire des personnels de l'éducation nationale. Pour finir, les personnels de l'Éducation Nationale sont toujours dans l'attente de la reconnaissance par la Nation du service essentiel qu'ils rendent pour les jeunes qui leur sont confiés. Cette reconnaissance passe par une vraie revalorisation salariale loin de 3,5% de la valeur du point d'indice qui non seulement ne couvre pas les 5,8 et bientôt 6,5% d'inflation mais sont tellement loin de corriger les 14% de baisse du pouvoir d'achat depuis 2010. La reconnaissance passe aussi par une gestion de la carrière des fonctionnaires qui passe par le regard croisé des représentants des personnels. Les opérations de promotions se sont faites encore une fois cette année dans l'opacité, les erreurs et les passe-droits. Les opérations de mobilité ont donné lieu à un grand cafouillage qui remet en cause l'égalité des personnels et la transparence du mouvement : pas de contrôle donc des erreurs jamais corrigées, mutation d'un collègue qui n'avait pas demandé de mutation, republication par le Rectorat de nouvelles barres après la publication de 34 barres fausses dans le 2nd degré et refus de publication des barres par la DSDEN de l'Hérault dans le 1^{er} degré, des affectations revues suites à des erreurs. Une régression majeure dans la gestion des personnels, etc. Pourquoi est-on revenu 60 ans en arrière ? Et tout ça au milieu d'injonctions contradictoires de la part des hiérarchies intermédiaires.

La FSU demande au nouveau gouvernement que toutes ses réalités soient au plus vite prises en compte pour que soit garanti un service public à la hauteur des enjeux du pays.

Merci pour votre écoute.